

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 23/042/2008 – ÉFAI

5 novembre 2008

AU 308/08 Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

COLOMBIE **Jesús Emilio Tuberquia (h), dirigeant et représentant légal de la « communauté de paix » de San José de Apartadó**  
**Ainsi que les membres de la « communauté de paix » de San José de Apartadó**

---

Des paramilitaires ont tenté de tuer l'un des dirigeants de la « communauté de paix » de San José de Apartadó, dans le département d'Antioquia (nord-ouest de la Colombie). Les paramilitaires présents dans cette région ont également menacé de tuer des membres de cette communauté s'ils ne quittaient pas les lieux.

Le 1<sup>er</sup> novembre, deux paramilitaires locaux bien connus ont abordé Jesús Emilio Tuberquia devant un cybercafé dans la municipalité d'Apartadó. L'un d'eux lui a placé un pistolet contre la tête et lui a dit : « *On va te tuer.* » Jesús Emilio Tuberquia est parvenu à attraper la main de son agresseur et s'est enfui en courant, en laissant tomber son sac. Les paramilitaires l'ont suivi mais n'ont pas réussi à le rattraper. Ils sont revenus au cybercafé et ont ramassé son sac, qui contenait des informations relatives à la « communauté de paix ».

Par ailleurs, le 30 octobre vers 11 heures, des paramilitaires ont arrêté trois hommes dans l'un des hameaux de San José de Apartadó et leur ont dit de prendre un message pour « *cette putain de communauté de paix de guérilla* ». Ce message ordonnait à tous les membres de la « communauté de paix » vivant dans le hameau de La Esperanza de quitter les lieux afin d'éviter un massacre, car les paramilitaires avaient prévu d'y entrer pour tuer six personnes dont les noms figuraient sur une liste. Avant de laisser les trois hommes repartir, les paramilitaires ont insisté sur l'importance de diffuser clairement ce message.

Selon certaines sources, les forces de sécurité étaient présentes sur place à ce moment-là. Lorsque des habitants de la « communauté de paix » leur ont demandé de partir, les agents des forces de sécurité ont répondu : « *Cette putain de communauté de paix est un nid de la guérilla et c'est pourquoi elle doit être détruite* ». Par le passé, les paramilitaires ont déjà donné suite à des menaces de ce type en attaquant, voire en tuant, des membres de la « communauté de paix ».

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

La « communauté de paix » de San José de Apartadó a été fondée en mars 1997 par des civils qui tentaient de faire valoir, tant auprès des forces armées que des groupes de guérilla, leur droit de rester en dehors du conflit qui déchire la Colombie depuis de nombreuses années. Ses membres ont toujours demandé fermement que les combattants restent éloignés de leurs terres et respectent leur droit de ne pas être impliqués dans le conflit, ce qui leur a valu d'être accusés de subversion par les forces de sécurité et leurs alliés paramilitaires. Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), un groupe de guérilla, accusent également cette communauté de collaborer avec leurs ennemis. Depuis que cette communauté s'est auto-proclamée « communauté de paix », ses habitants continuent d'être la cible d'attaques et de meurtres, la plupart du temps aux mains des paramilitaires et des forces de sécurité, mais aussi dans certains cas de groupes de guérilla. Depuis 1997, plus de 170 de ses membres ont été victimes d'un meurtre ou d'une disparition forcée.

La Cour interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (OEA) a exhorté les autorités colombiennes, dans sa résolution du 15 mars 2005, à prendre les mesures qui s'imposaient pour

assurer la sécurité des habitants de la « *communauté de paix* ». Il semble cependant que cette requête n'ait guère été suivie d'effet.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- déclarez-vous inquiet pour la sécurité de Jesús Emilio Tubercuía et des habitants de la « *communauté de paix* » de San José de Apartadó, à la suite de la tentative de meurtre dont cet homme a été la cible et des menaces d'attaque contre le hameau de La Esperanza proférées par des paramilitaires ;
- engagez les autorités à diligenter une enquête approfondie et impartiale sur cette agression et ces menaces, à en rendre publiques les conclusions et à déférer à la justice les responsables présumés ;
- dites-vous préoccupé par la menace planant sur les membres de la « *communauté de paix* » de San José de Apartadó, et exhortez les autorités à prendre toutes les mesures jugées appropriées par ces personnes pour assurer leur sécurité, conformément à la résolution du 15 mars 2005 de la Cour interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (OEA) ;
- demandez instamment aux autorités de prendre des mesures décisives pour combattre et démanteler les groupes paramilitaires qui opèrent dans la région et pour rompre leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux nombreuses recommandations des Nations unies.

**APPELS À :**

Président de la République :

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez

Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-2, Bogotá, Colombie

**Fax : +57 1 337 5890**

**Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président,***

Commandant de l'armée nationale :

Mayor General Oscar Enrique Gonzalez Peña, Comandante del Ejército Nacional

Ejército Nacional de Colombia

Av. El Dorado Cra. 52 Can, Bogotá, Colombie

**Fax : + 57 1 266 03 64 (Si quelqu'un décroche, veuillez dire : « *Me da tono de fax por favor* »)**

**Formule d'appel : *Estimado Sr. Comandante, / Monsieur,***

Fiscal General de la Nación [qui chapeaute le système judiciaire] :

Dr. Mario Germán Iguarán Arana

Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación

Diagonal 22B (Av. Luis Carlos Galán No. 52-01) Bloque C, Piso 4, Bogotá, Colombie

**Fax : +57 1 570 2000 (un message préenregistré en espagnol vous indique alors de composer le numéro de poste 2017)**

**Formule d'appel : *Estimado Sr. Fiscal, / Monsieur,***

**COPIES À :**

Mission d'appui au processus de paix en Colombie de l'Organisation des États américains (OEA) :

Sr. Sergio Caramagna

Jefe de la Misión de Apoyo al Proceso de Paz en Colombia de la OEA

Carrera 7a No. 114-33 Of. 401/403/801/802 Edificio AmroBank, Bogota, Colombie.

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 17 DÉCEMBRE 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**